

Étude flash sur les effets de la crise sanitaire (Covid 19) sur les publics reçus par les Restos du Cœur

— Synthèse de l'étude (volets qualitatif et quantitatif)

AUTEUR-E-S :
CAROLINE ARNAL
MANON RÉGUER-PETIT
MARTIN AUDRAN
LOUISE FREULET
PAULIN BARCAT



Synthèse

Étude flash sur les effets de la crise sanitaire (Covid 19) sur les publics reçus par les Restos du Cœur, réalisée par Caroline Arnal, Manon Réguer-Petit, Martin Audran, Louise Freulet et Paulin Barcat.

La **crise sanitaire** due au Covid 19 peut être qualifiée de « **miroir grossissant des inégalités sociales** », en ce qu'elle tend à accroître des inégalités qui lui sont antérieures. C'est d'ailleurs ce constat qui a amené certains travaux de sciences sociales à la classer parmi les « nouveaux risques sociaux »¹, et à se pencher sur les effets du ralentissement, voire de l'arrêt, de l'activité économique sur des franges précarisées de la population.

Le confinement, qui a découlé de la circulation active du virus, a en effet drastiquement réduit le volume général de travail en France, tant dans l'économie formelle qu'informelle. Ainsi, 1/3 des personnes ayant un emploi déclaré ont ainsi connu une diminution nette de leur activité, 27% d'entre elles subissant une période de chômage technique ou partiel². Cette diminution affecte de manière différenciée les catégories socio-professionnelles. Alors que 60% des ouvrier·ères et 40% des employé·es se déclarent en arrêt de travail pendant le confinement, seul 24% des cadres admettent y avoir été contraints³. Les effets du confinement participent également à une augmentation des charges - notamment liée à la fermeture des écoles et des services de garde d'enfant - qui affectent là encore différemment les ménages.

La propension de la crise à approfondir des situations préexistantes de précarité vaut aussi pour la précarité alimentaire. Une baisse des revenus s'accompagne ainsi souvent d'une

fragilisation des systèmes publics d'alimentation⁴, ainsi que d'un ralentissement de l'aide alimentaire associative dont les bénévoles sont à 60% seniors et, par conséquent, vulnérables face au Covid 19⁵. La lutte contre la précarité alimentaire a néanmoins pu compter sur le soutien local des collectivités territoriales⁶, la facilitation du don et de la distribution, ainsi que sur une collaboration inter-associative renforcée.

Dans ce contexte, **cette étude**, commandée par l'Observatoire des Restos du Cœur, vise **trois objectifs** :

- **caractériser les publics reçus avant et pendant la crise sanitaire ;**
- **analyser ses conséquences sur leurs trajectoires sociales et économiques**
- **identifier les apports de l'aide alimentaire fournie par l'association et ses limites.**

ENCADRÉ MÉTHODOLOGIQUE

L'étude repose sur la combinaison d'une enquête qualitative, menée entre juin et septembre 2020, et d'une enquête quantitative, menée entre novembre et décembre 2020.

La première a consisté à réaliser **58 entretiens semi-directifs** dont 3 avec des membres du siège national de l'association, 15 avec des bénévoles exerçant des fonctions de responsabilité (responsables départementaux,

¹ François Fecteau et Gérald Renier, « Covid-19, distribution des risques de précarité Quels enjeux dans le monde du travail? », *La Revue nouvelle*, 2020, vol. 3.

² Valérie Albouy et Stéphane Legleye, « Conditions de vie pendant le confinement : des écarts selon le niveau de vie et la catégorie socioprofessionnelle », *INSEE FOCUS*, juin 2020, vol. 197.

³ Sylvain Brouard, « Les effets du coronavirus sur l'emploi et ses caractéristiques en France », *Note*

Attitudes on COVID-19 - A comparative study, mars 2020, p. 4.

⁴ Jean-Damien Lesay, « Crise sanitaire : en l'absence de cantines scolaires, les collectivités aux côtés des élèves modestes », *Localtis - Un média Banque des Territoires*, 9 avr. 2020p.

⁵ Lionel Poutreau, *Le bénévolat en France en 2017, état des lieux et tendances*, s.l., 2018.

⁶ Jean-Noël Escudié, « Face au Covid-19, l'État centralise et renforce l'aide alimentaire », *Localtis - Un média Banque des Territoires*, 2 avr. 2020p.

responsables de centres, chargé·es de mission etc.) et 40 avec des personnes accueillies dans 4 centres en France où des **observations de la distribution alimentaire** ont également été menées.

La seconde a consisté à faire passer – en face à face – un **questionnaire aux personnes accueillies dans 15 centres** en France métropolitaine, la passation ayant été assurée pour 6 d’entre eux par l’Agence Phare et pour les 9 autres par les équipes bénévoles. Au total, **434 réponses** ont été récoltées, traitées et analysées statistiquement.

Les conséquences de la crise sur les situations des personnes accueillies

La crise sanitaire – et plus encore le premier confinement de mars à mai 2020 – a eu des conséquences multiples pour les personnes accueillies aux Restos du Cœur qu’elles ont d’abord abordées dans les entretiens.

En premier lieu, l’épidémie a **perturbé la bonne marche des services publics**, ce qui a entraîné des **effets directs sur les démarches de santé, mais également sur les démarches d’accompagnement professionnel**. Entre délais colossaux et conseillers peu joignables, la crise a également renforcé la fracture numérique en créant un contexte où les alternatives à l’ordinateur étaient inexistantes. Cette situation a par conséquent pu ralentir, voire parfois geler, la perception des aides.

La suspension de l’accompagnement et des démarches administratives a des **conséquences particulièrement visibles pour l’ouverture des droits, notamment pour les personnes sans-papiers**. Obtenir le statut de réfugié·e, à travers une demande d’asile, une carte de résidence ou un titre de séjour, a ainsi été rendu plus difficile, voire impossible. La prolongation forcée de ces situations d’irrégularité interdit l’accès au marché du travail et systématise le

recours au travail informel, par ailleurs lui-même fortement perturbé par la crise.

Enfin, les défaillances du secteur public ont supposé **une augmentation des charges financières, mentales et logistiques** pour certains publics, notamment pour les femmes en situation de monoparentalité. Confrontées à la fermeture des cantines ainsi qu’à une injonction à l’usage des outils numériques, beaucoup ont vu leur budget alimentation et informatique augmenter drastiquement. S’ajoute parfois à ces nouvelles charges le devoir d’accueil de proches vulnérables ou isolés.

La crise sanitaire aura ensuite provoqué une **reconfiguration temporaire du marché du travail**. Cette reconfiguration, et ce malgré le recours au chômage partiel, a entraîné une baisse substantielle de revenus pour des personnes se trouvant à la lisière de situations de précarité, parmi lesquelles on peut citer les personnes vivant de succession de contrats courts et de cumulation d’extras, mais aussi les personnes en CDI avec de revenus faibles. Les projets de reconversion professionnelle ont également été heurtés de plein fouet par la crise.

Les conséquences de la reconfiguration du marché du travail sont particulièrement marquées pour les travailleur·ses sans papiers forcés de recourir à l’économie informelle pour subsister.

« On a des difficultés. On n’a pas le droit de travailler et c’est compliqué d’acheter de l’alimentation quand on n’a pas d’argent. On a fait plusieurs demandes de titres de séjours et ça a été rejeté. Et en plus avec le Covid c’est encore plus difficile de trouver du travail. (Personne accompagnée, 33 ans, demandeuse de titre de séjour).

Forme d’emploi précaire par excellence, et généralement assortie de faibles revenus, le travail informel n’implique ni assurance maladie, ni allocations de chômage, ni même de couverture santé ou de cotisation pour la retraite.

Dans un contexte épidémique de ralentissement de l'économie, l'absence de ces garde-fous tend à exacerber les effets de la suspension d'activité pour ces publics.

Enfin, les arrêts brutaux de leur activité professionnelle, pour les auto-entrepreneur·ses, restaurateur·trices et autres artisans, ont conduit à des pertes instantanées de revenus. Ces situations, qui ont poussé au recours à l'aide alimentaire, **révèlent les insuffisances du système de protection français guidé par une philosophie de « l'emploi d'abord »**, indépendamment du niveau de protection sociale que celui-ci procure.

Au-delà de ses conséquences administratives et financières, le confinement aura enfin **perturbé bon nombre de stratégies quotidiennes de subsistance en particulier pour les populations déjà les plus précarisées**. De la fermeture des marchés à l'impossibilité de faire la manche, les systèmes de « débrouille » auront été mis à mal, et ce malgré la perpétuation de réseaux informels de solidarité.

L'ensemble de ces perturbations explique dès lors qu'**une majorité de personnes accueillies aux Restos du Cœur déclare une déstabilisation de leurs situations socio-économique et/ou professionnelles**. Ainsi, sur l'ensemble des répondant·es au questionnaire (n=434), **53% déclarent que leurs revenus ont baissé** depuis la crise, les **saliariés** et les **indépendants** étant en outre **les plus enclins à déclarer cette baisse**, confirmant les effets de la perturbation du marché du travail. Les répondant·es sont ensuite **un peu moins de la moitié (47,9%) à affirmer que leur situation professionnelle a été fragilisée par la crise⁷** et **44% à constater que leur suivi médical a été rendu**

⁷ Considérant que près de 30% des répondant·es ne sont pas concerné·es par cette question puisque sans emploi.

plus difficile durant cette période. Mais c'est au niveau de la **précarisation alimentaire** que la crise sanitaire apparaît avoir le plus d'impact puisque **67,5% des répondant·es affirment avoir plus de difficultés à obtenir de la nourriture**. Les **femmes** sont sensiblement **plus nombreuses à déclarer cette difficulté** (elles sont 73,6% contre 56,5% des hommes) confirmant leur plus grande vulnérabilité – notamment lorsqu'elles sont seules avec des enfants – face à la fermeture des services publics et plus encore des cantines scolaires.

Au final, ces résultats montrent que **la crise sanitaire a, contrairement à une idée commune selon laquelle on tomberait subitement dans la précarité, renforcé des processus préalables de précarisation des personnes accueillies**.

L'analyse des conséquences de la crise sanitaire invite en outre à **remettre en question une idée majoritairement admise** – notamment au sein de l'association – **qui postule que la pandémie toucherait davantage les « nouveaux publics »** qui seraient justement « tombés » dans une précarité inédite là où les « anciens publics » seraient quant à eux plus protégés car inscrits dans des formes routinisées de pauvreté. L'étude menée tend à **nuancer et complexifier cette dichotomie en montrant que le processus de précarisation impliqué par la crise touche aussi bien des personnes nouvellement inscrites que des publics déjà accueillis** par les Restos.

Une crise qui invite à construire une nouvelle typologie des publics reçus.

La combinaison des résultats issus de l'enquête qualitative et de l'enquête quantitative permet en effet de dresser une **typologie plus précise des**

publics des Restos du Cœur. Elle croise la date d'entrée dans l'aide alimentaire, préalable ou concomitante à la crise sanitaire d'une part, et le degré déclaré d'affectation par la crise et ses conséquences d'autre part. On parvient ainsi à identifier **quatre types distincts** que nous avons nommé **les « historiques peu affectés », les « historiques affectés », les « nouveaux classiques » et les « nouveaux profils »**.

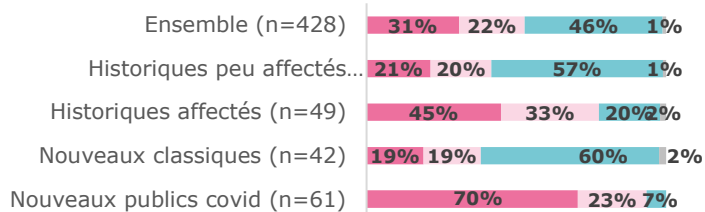
Tableau – La typologie des publics pendant la crise sanitaire

	Arrivés aux Restos avant mars 2020	Arrivés aux Restos après mars 2020
Faiblement affectés par la crise sanitaire et ses conséquences	Les historiques peu affectés	Les nouveaux classiques (10% des personnes accueillies)
Fortement affectés par la crise sanitaire et ses conséquences	Les historiques affectés	Les nouveaux profils (15% des personnes accueillies ⁸)

Si la crise liée au Covid 19 a eu des conséquences pour tou·tes, l'enquête montre néanmoins des **degrés différenciés d'impact de celle-ci selon ces quatre types**.

Sur le plan économique, les « nouveaux profils » (93% d'entre eux) et les « historiques affectés » (78% d'entre eux) sont ceux qui, comparativement aux autres types, se disent **les plus touchés par l'effet de la crise sur la baisse de leurs ressources**.

⁸Ce chiffre ne prend pas en compte le public étudiant.

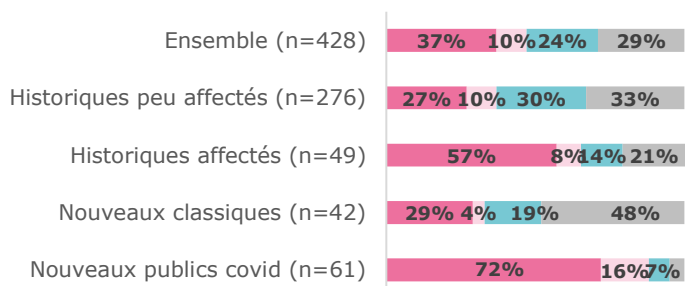


■ Beaucoup ■ Un peu ■ Pas du tout ■ nsp.

« Depuis la crise Covid 19, vos ressources ont-elles baissé ? » selon les types de publics

Sur le plan professionnel, la tendance apparaît similaire puisque les « historiques affectés » (65% de ce groupe) **et, plus encore, les « nouveaux publics »** (88% d'entre eux) **déclarent plus souvent que les autres types que la crise a affecté leur situation au regard du travail ou de l'emploi**.

« Depuis la crise Covid 19, votre situation professionnelle (emploi/travail) est-elle devenue plus difficile ? » selon les types de publics

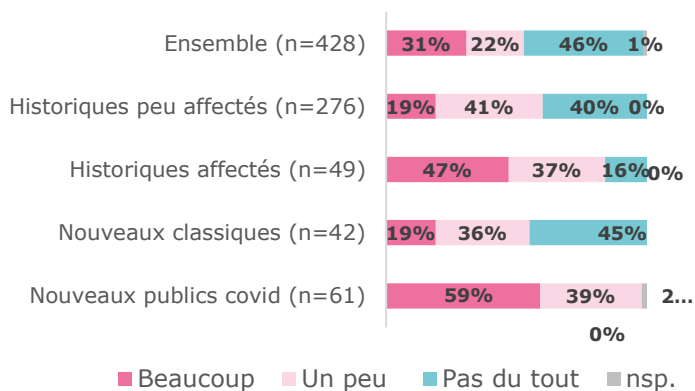


■ Beaucoup ■ Un peu ■ Pas du tout ■ Non-concerné

Sur le plan alimentaire enfin, **l'impact de la crise est à nouveau le plus ressenti par les**

« **nouveaux publics** » (98% d'entre eux) et par les « **historiques affectés** » (84% d'entre eux) en regard par exemple des « nouveaux classiques » qui ne sont que 55% à déclarer avoir eu plus de difficultés à obtenir suffisamment de nourriture.

« **Depuis la crise Covid 19, avez-vous plus de difficultés à avoir suffisamment de nourriture** » selon les types de publics



Partant de ces résultats, **les caractéristiques** des personnes accueillies composant chacun de ces quatre types expliquent ces différences d'impacts de la crise sanitaire sur leurs trajectoires de précarisation.

Pour les publics « **historiques peu affectés** », l'enquête montre qu'ils sont **globalement plus âgés** que dans les autres types. Ainsi 20% seulement des membres de ce groupe ont moins de 35 ans contre 39% par exemple pour les « nouveaux classiques ». Ils sont en outre **plus souvent en recherche d'emploi ou sans activité**, ces deux catégories représentant 84% de l'effectif total de ce groupe. Enfin, ils sont **plus massivement de nationalité française** que dans les autres types, ce statut leur ouvrant des supports de protection. Dès lors, ce premier type regroupe des **personnes accueillies dont les trajectoires ont été les plus stables** et sur lesquelles la crise a eu des effets relativement

modérés. Le fait que ces « historiques peu affectés » **déclarent moins d'impacts** de la crise notamment **sur leur situation économique s'explique par le fait qu'ils vivent davantage des aides sociales** ont le versement n'a pas – ou peu – été perturbé par la crise. Ils ont malgré tout été confrontés aux difficultés pratiques des relations à distance avec l'administration publique, notamment dans l'usage des outils numériques, ainsi qu'à la rupture des sociabilités permises par la vie associative.

Les « **nouveaux classiques** » représentent plus de 10% des personnes accueillies, ils constituent quant à eux une **population moins féminisée** que les autres types. Les individus rassemblés dans ce deuxième type sont en outre **comparativement plus jeunes**. En effet la part des moins de 35 ans représente 39% de l'effectif de ce groupe contre seulement 24% chez les « historiques affectés » par exemple. Ces caractéristiques soulignent des facteurs de vulnérabilité renforcée, les « nouveaux classiques » regroupant les **personnes dont les trajectoires étaient, avant la crise, déjà perturbées par des situations de précarité installées**. On peut dès lors poser qu'elles seraient venues aux Restos du Cœur même si la **crise** n'était pas survenue, celle-ci n'étant **pas la cause directe de l'aggravation de leur situation**. Il s'agit donc de personnes déjà engagées dans un processus de précarisation et pour qui la nécessité d'un recours à l'aide alimentaire a simplement coïncidé avec le début de la crise.

Les caractéristiques des publics « historiques affectés », toujours d'après l'étude, soulignent leur inscription majoritaire dans la **tranche d'âge comprise entre 35 et 49 ans** et donc dans une **phase de vie active**. Ils sont ainsi 45% dans cette tranche d'âge contre 34% pour les « historiques peu affectés » par exemple. Leur situation professionnelle est en outre spécifique puisqu'ils sont **plus**

majoritairement salariés ou indépendants que dans les autres types (26% contre 8% au sein des « historiques peu affectés »). Ce troisième type réunit dès lors les **personnes accueillies déjà inscrites à l'aide alimentaire dont les trajectoires ont été particulièrement perturbées par la crise**, contrairement aux deux catégories précédentes, notamment car leur **situation professionnelle s'est vue plus fortement dégradée par le ralentissement économique** lié au confinement (baisse d'activité ou même perte d'emploi). Cette catégorie se caractérise donc par l'effet simultané de la **perte d'un revenu déjà modeste** puisque les personnes occupaient des **statuts d'emploi souvent peu protecteurs** (CDD court, intérim, travail informel) et d'une augmentation significative des charges liées à la suspension des services publics, notamment scolaires et de garde d'enfants.

Les « **nouveaux profils** » regroupent les personnes accueillies aux Restos du Cœur pendant le confinement (entre mars et mai 2020) ou juste après (déconfinement), soit 15% et qui, comme la catégorie précédente, ont vu leur **situation être directement perturbée par la crise**. L'étude montre que la **population** de ces « nouveaux profils » est **fortement féminisée**, les femmes représentant 80% de l'effectif de ce groupe contre 65% dans la population d'enquête. Les membres de ce dernier type sont en outre, comme pour les « historiques affectés », **comparativement plus jeunes** (44% ont moins de 35 ans). Enfin ce type est caractérisé par une **plus forte proportion d'indépendants** : ils sont 15% au sein de ce groupe contre 3% seulement parmi les « historiques peu affectés » par exemple. Dès lors la crise a eu pour eux un effet fort sur la perte de revenus. Plus globalement les « nouveaux publics » décrivent des **personnes dont les situations de fragilité n'ont pu être contrecarrées**, la crise ayant fait basculer leurs derniers filets de protection. Ainsi les femmes – qui sont majoritaires dans ce type rappelons-le –

occupent plus souvent que les hommes des emplois précaires sur le marché du travail. De même les jeunes, surreprésentés dans cette catégorie par rapport aux autres types, ont, notamment parmi les étudiants, pu voir leurs jobs stoppés par la crise. Ces facteurs de précarisation expliquent que les « nouveaux publics » aient plus largement déclaré d'impact de la crise sur leur situation socio-économique ou professionnelle, le recours à l'aide alimentaire aux Restos du Cœur ayant en outre été plus largement vécue sur le registre du déclassement.

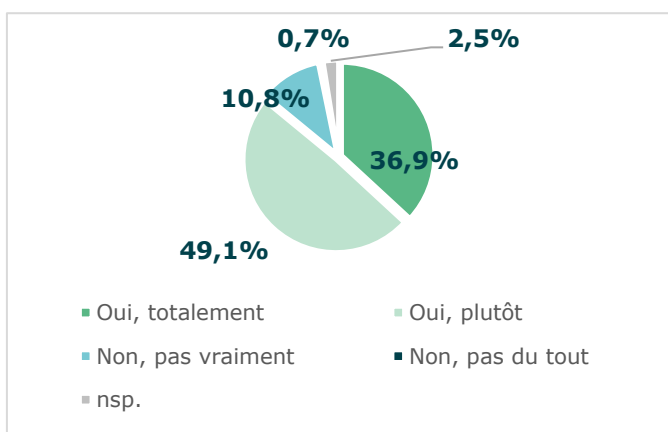
Ces éléments de caractérisation des différents types de publics reçus aux Restos du Cœur, avant et pendant la crise sanitaire, expliquent donc bien que le **degré d'affection des situations par la crise tient moins à la seule distinction anciens/nouveaux** – puisque des personnes déjà inscrites ont été fortement touchées – **qu'à une plus grande déstabilisation des trajectoires**, notamment professionnelles. Ainsi les deux types qui déclarent le plus d'impact de la crise (les « historiques affectés » et les « nouveaux publics ») ont en commun d'avoir connu une **dégradation de leur situation professionnelle** (baisse substantielle d'activités voire perte d'emploi) mais qui est due à la **fragilité des supports de protection qui y était liée** (statuts d'emploi déjà précaires). Dès lors, il serait faux de croire que ces personnes ont vécu un déclassement soudain mais qu'elles « tenaient » préalablement grâce à de minces filets de sécurité qui ont été rompus par la crise. Ces catégories de publics cumulent également des **facteurs de vulnérabilité renforcés** comme les **femmes en situation de monoparentalité, les étudiants et les personnes en situation irrégulière** en particulier.

Les impacts de l'aide apportée par les Restos.

La construction de cette nouvelle typologie des publics permet également d'analyser l'impact différencié de l'aide alimentaire pendant la crise.

Il convient néanmoins de souligner **que quel que soit le type de public, cette aide a été essentielle aux personnes accueillies**. Ainsi, 86% de la population enquêtée (n=434) estime que l'aide apportée par les Restos du Cœur a répondu totalement ou partiellement à leurs besoins.

« L'aide apportée par les Restos répond-elle à vos besoins ? »



Les publics accueillis enquêtés insistent en effet sur le caractère nécessaire de l'aide alimentaire en raison de leurs contraintes budgétaires. Cette aide est assortie d'un bond qualitatif dans les pratiques alimentaires, notamment lorsque des producteurs locaux ont fait des dons. Au-delà, l'un des apports les plus sous-estimés des Restos est le temps : l'aide alimentaire permet de se donner la possibilité de se réorienter sans urgence, et de limiter le surendettement sans se voir forcé à travailler dans des conditions abusives.

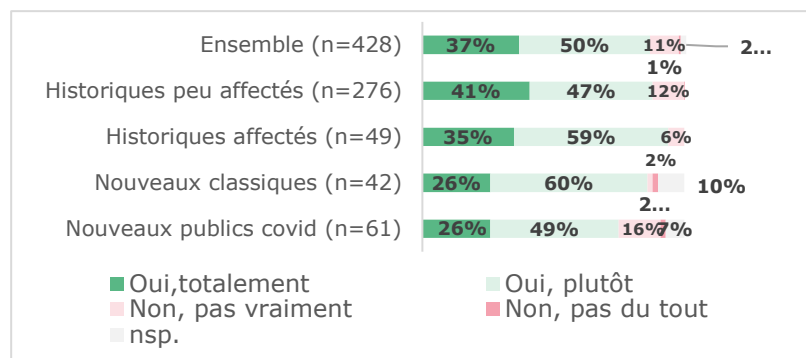
« En fait pour les Restos du cœur, ça ne va pas me faire de pression pour faire un choix que je ne voulais pas pour mon travail. [...] C'est au moins une aide qui nous donne le temps de ... choisir ce qu'on peut quoi. » (Personne accompagnée, 37 ans, au chômage, en reconversion professionnelle).

Reste que **les activités des Restos** en contexte de crise sanitaire **ont eu des impacts différenciés sur les différents types de**

publics. En effet, questionnés sur la satisfaction plus ou moins grande de leurs besoins alimentaires, les « **nouveaux publics** » **apparaissent tendanciellement moins satisfaits que les autres types**. Ils sont ainsi 18% à déclarer que l'aide alimentaire n'a pas vraiment ou pas du tout répondu à leurs besoins, contre seulement 4% pour les « nouveaux classiques » ou 6% pour les « historiques affectés ». On peut poser l'**hypothèse** que ce taux d'insatisfaction plus fort tient au fait que ces personnes n'ont **jamais eu recours à l'aide alimentaire** et la vivent **davantage sur un registre de déclassement social**.

Comme l'étude le montre aussi, la **catégorie déclarant le moins de satisfaction après les « nouveaux publics » est celle des « historiques peu affectés »** qui sont 12% à affirmer que l'aide alimentaire n'a pas vraiment répondu à leurs besoins. Ici ce n'est pas la découverte de l'aide sociale qui est en question mais possiblement le fait que **s'agissant de personnes accueillies depuis longtemps, elles sont celles qui ont le plus perçu les changements entraînés par la crise sur la distribution** et le **sentiment plus fort de perte du lien social et ce du fait des conditions dégradées de la distribution imposée par le respect des gestes barrières**. Les entretiens confirment l'expression d'une perte substantielle de convivialité, que cela soit dans la relation avec les personnes accueillies ou avec les bénévoles. Les masques et la distanciation physique sont désignés comme les principaux responsables, mais c'est surtout la suppression du coin café qui a privé certaines d'une rupture avec leur isolement social.

« Actuellement, l'aide alimentaire apportée par les Restos du Cœur répond-elle à vos besoins ? » selon les types de publics



Pour les publics « historiques affectés », « nouveaux classiques », c'est surtout le manque d'informations et d'accompagnement dans l'accès aux droits qui a pu être déploré. Les activités d'aide à la personne ayant été temporairement suspendues lors du 1^{er} confinement. La volonté d'une aide sociale globale apportée par les Restos peine ainsi encore à se traduire dans des actions concrètes, *a fortiori* dans ce contexte perturbé. Dès lors, les phénomènes de non-recours existent et fragilisent des personnes particulièrement vulnérables.

Conclusion

Cette étude a donc permis de mettre en lumière **trois résultats majeurs**.

Le premier est de **démontrer que la crise**, par ses multiples conséquences, **a renforcé des mécanismes de précarisation déjà existants**, celle-ci ayant, pour certains (notamment les plus stables *apriori*), fait tomber les derniers supports de protection sur lesquels se reposer. Sans être la cause directe de la dégradation de leur situation, elle a entraîné pour d'autres une fragilisation, notamment par la hausse de leurs dépenses ou la rupture de liens de sociabilité.

Ce constat global a ensuite pu être affiné par l'étude et plus encore par la **déconstruction d'une seule séparation souvent faite entre des « nouveaux » publics**, qui seraient très touchés par la crise, **et des « anciens » publics**, relativement épargnés par elle. Le second résultat est donc d'avoir **construit une nouvelle typologie décrivant 4 profils de publics reçus** à partir de laquelle il a été possible d'identifier des effets différenciés de la crise selon ceux-ci. Ainsi, **deux groupes de personnes accueillies apparaissent particulièrement touchés par la crise sanitaire** et ses conséquences sociales et économiques. Ceux que nous avons appelés **les « historiques affectés » qui étaient déjà inscrits à l'aide alimentaire et qui, par des situations instables notamment sur le plan professionnel, ont vu avec la crise une énième rupture dans leur trajectoire et une vulnérabilité renforcée**. Ceux ensuite nommés **« les nouveaux publics » qui eux aussi ont connu des situations inédites de chômage ou de baisse d'activités et comptant parmi eux une plus forte proportion de femmes, de jeunes (étudiants) et d'indépendant-es** dont les positions déjà précaires sur le marché du travail ont entraîné des difficultés renforcées par la crise liée au Covid-19.

Enfin, un troisième résultat est de **souligner l'apport indispensable qu'a constitué l'aide alimentaire pour tous les profils. 86% des personnes interrogées déclarent que l'aide apportée a répondu à leurs besoins**.

Bibliographie.

ALBOUY Valérie et LEGLEYE Stéphane, « Conditions de vie pendant le confinement : des écarts selon le niveau de vie et la catégorie socioprofessionnelle », *INSEE FOCUS*, juin 2020, vol. 197.

BROUARD Sylvain, « Les effets du coronavirus sur l'emploi et ses caractéristiques en France », *Note Attitudes on COVID-19 - A comparative study*, mars 2020, (coll. « Sciences Po CEVIPOF »), p. 4.

ESCUDIE Jean-Noël, « Face au Covid-19, l'État centralise et renforce l'aide alimentaire », *Localtis - Un média Banque des Territoires*, 2 avr. 2020 p.

FECTEAU François et RENIER Gérald, « Covid-19, distribution des risques de précarité Quels enjeux dans le monde du travail ? », *La Revue nouvelle*, 2020, vol. 3.

LESAY Jean-Damien, « Crise sanitaire : en l'absence de cantines scolaires, les collectivités aux côtés des élèves modestes », *Localtis - Un média Banque des Territoires*, 9 avr. 2020 p.

POUTREAU Lionel, *Le bénévolat en France en 2017, état des lieux et tendances*, s.l., 2018

Étude flash sur les effets de la crise sanitaire sur les publics reçus aux Restos du Cœur

CONSÉQUENCES DE LA CRISE SANITAIRE POUR TOUT·ES



Perturbation des services publics



Perturbation du marché du travail



Perturbation des stratégies quotidiennes de subsistance

➔ Accroissement de situations préexistantes de précarité

44,1% des personnes qui déclarent être venues aux Restos à cause du Covid avaient déjà fait l'expérience de l'aide alimentaire antérieurement

DES EFFETS DIFFÉRENCIÉS DE LA CRISE SELON 4 TYPES DE PUBLICS ACCUEILLIS

PUBLICS AFFECTÉS



Accueil avant mars 2020

- Historiques affectés**
- ✓ Plus souvent en **âge de la vie active** : 45% ont entre 35 ans et 49 ans
 - ✓ Plus souvent **salariés** et **indépendants** : 26% sont dans ces deux situations

- Perte de revenus déjà modestes
- Emplois précaires occupés avant la crise (CDD court, intérim, travail informel) ou rupture de parcours d'insertion

Accueil après mars 2020

15% de nouveaux publics*

- Nouveaux profils**
- ✓ Plus souvent des **femmes** : 80% sont des femmes
 - ✓ Plus **jeunes** : 44% ont moins de 35 ans
 - ✓ Plus souvent **en recherche d'emploi** et **indépendants** : 61% sont au chômage et 15% exercent une activité à leur compte

- Crise a un effet direct sur la dégradation de leur situation
- Arrêt de l'activité rémunératrice et perte sèche de revenu
- Faiblesse ou absence de mesures compensatoires
- Difficultés d'accès aux droits
- Premier recours à l'aide alimentaire

PUBLICS PEU AFFECTÉS



Accueil avant mars 2020

- Historiques peu affectés**
- ✓ Plus **âgés** : 20% seulement ont moins de 35 ans
 - ✓ Plus souvent en **recherche d'emploi** ou **sans activité** : 84% sont dans ces deux situations
 - ✓ Plus souvent de **nationalité française** : 66% sont de nationalité française

- Continuité des minimas sociaux
- Revenus faibles mais stables
- Perte des liens de sociabilité permis par la vie associative

Accueil après mars 2020

10% de nouveaux classiques

- Nouveaux classiques**
- ✓ Plus souvent des **hommes** : 52% d'hommes
 - ✓ Plus **jeunes** : 39% ont moins de 35 ans

- Crise pas la cause de la dégradation de leur situation
- Situations antérieures d'endettement ou événement fragilisant
- Cas de personnes en situation de migration récente

IMPACT DES RESTOS DU COEUR



Une aide alimentaire indispensable pour toutes les personnes accueillies.

86% des répondants déclarent que l'aide apportée a répondu à leurs besoins

* Ce chiffre ne prend pas en compte le public étudiant.

agencephare

agence**phare**